

EUROPE *Le succès des populismes à l'échelle du continent*

Quand la crise du consensus profite à l'extrême droite

L'extrême droite est un symptôme de la crise des démocraties de consensus en Europe. Cette crise est d'autant plus accrue que le modèle de

pouvoirs locaux, régionaux, nationaux.

En cela, le fonctionnement de ces démocraties accrédite, aux yeux des citoyens, cette idée fondamentale portée par la droite populiste : l'exigence de renouvellement conduit à négliger l'importance d'un « référent national », désormais seule propriété – ou presque – de la droite extrême.

Parce qu'elle prétend incarner l'alternative politique, l'extrême droite prospère pour l'essentiel au cœur de systèmes politiques monopolistiques « bloqués », frappés d'inertie. Ces derniers reproduisent à l'identique des modèles de coalition vieillissants (*Proporzdemokratie* autrichienne, *consociativismo* en Italie) ou gouvernements minoritaires affaiblis (Danemark, Norvège).

Simultanément, le processus de convergence des grands partis de gouvernement européens vers le centre a libéré un double espace politique d'infiltration des mouvements populistes : en acceptant partout la logique de marché et la rigueur des critères de Maastricht, la gauche a délaissé son terrain économique traditionnel au profit des nouveaux thèmes libertaires en

matière sociale. Elle a abandonné du même coup une grande partie de sa clientèle ouvrière traditionnelle à l'extrême droite ; à droite, la promotion du grand projet de construction communautaire a parallèlement conduit à négliger l'importance d'un « référent national », désormais seule propriété – ou presque – de la droite extrême.

Ironiquement, cette conservation quasi oligarchique du pouvoir et la colonisation de l'Etat par les partis classiques

solidarité fondé sur la nation et le repli sur soi culturel, économique ou social. Au travers du thème de « la préférence nationale », partout décliné en Europe, l'extrême droite offre en réalité un nouveau modèle de redistribution des ressources : ou, plus communément, la xénophobie comme définition de ceux qui peuvent ou non prétendre au partage de la richesse nationale.

Le paradoxe européen se résume ainsi : ces solutions démagogiques et simplistes font preuve de leur manque de substance à l'exercice du pouvoir lorsque la droite extrême accède au gouvernement ; ailleurs elles permettent à cette dernière d'accroître un peu plus son pouvoir de nuisance face à des partis traditionnels en panne d'innovation politique.

En témoigne, en France, le succès de Jean-Marie Le Pen lors de l'élection présidentielle du 21 avril et 5 mai 2002. Aux Pays-Bas, les législatives du 15 mai ont démontré l'impact de la liste Pym Fortuyn sur des

thèmes xénophobes et sécuritaires (26 sièges sur 150 à la Chambre des députés), confirmant la performance réalisée par *Leefbaar Nederlands* lors des élections locales à Rotterdam en mars 2002 avec plus d'un tiers des voix. En Belgique, le *Vlaams Blok* de Franck Vanhecke et Filip DeWinter a consolidé son implantation dans l'ensemble du collège néerlandophone avec 15 % des voix au mois de juin 1999 et remporté une nouvelle victoire au scrutin municipal d'Anvers avec 33 % des exprimés (contre 28 % aux élections de 1994). Outre-Manche, le très radical *British National Party* de Nick Griffin, en dépit d'une performance très marginale dans la grande périphérie de Manchester avec trois conseillers municipaux lors des élections locales du 2 mai dernier, a, semble-t-il, commencé d'exploiter les tensions raciales mises au jour par les violentes émeutes de l'été 2001.

Au mois de novembre 2001, le scrutin danois a démontré la force de ce sentiment anti-immigrés associé au rejet du gouvernement social-démocrate de Poul Nyrup Rasmussen en place depuis 1993 : le *Dansk*

Folkeparti de Pia Kjaersgaard a réuni à cette occasion 12 % des votes, auxquels s'est ajouté près d'1 % des suffrages pour le vieux Parti du progrès de Mogens Glistrup. Maintenu à distance de la coalition libérale-conservatrice dirigée par Anders Fogh Rasmussen, l'extrême droite entend clairement bénéficier du nouveau rapport de forces au sein du *Folketing* et peser de tout son poids sur les orientations politiques de la nouvelle équipe exécutive. Tout comme d'ailleurs son cousin norvégien, le *Fremskrittsparti* de Hagen, fort de ses 14,7 % des suffrages aux élections de septembre 2001 et de son statut de troisième parti national derrière les travailleurs du DNA et les conservateurs de la En Italie et en Autriche, enfin, les partis de la droite radicale ont franchi le seuil crucial de la participation aux gouvernements conservateurs de Silvio Berlusconi et Wolfgang Schäussel. La mise en place en février 2000 d'une coalition *schwarz-blau* sous la direction du leader de l'ÖVP a sans doute marqué une étape fondamentale dans l'évolution des mouvements populistes en Europe occidentale.

Une telle institutionnalisation des partis d'extrême droite apporte la preuve de leur capacité d'adaptation. Elle souligne également combien le discours politique de ces mouvements demeure changeant, ajusté aux enjeux du moment. Restent les marqueurs forts du style et de l'idéologie de la droite extrême : populisme démagogique, autoritarisme, apologie de l'Etat fort, anti-immigration et repli identitaire, ou programme économique composite fait de libéralisme et thèmes de la protection sociale. Autant de thèmes offensifs qui permettent à l'extrême droite européenne de capitaliser électoralement sur la critique du consensus.

*Coordinateurs du groupe de recherche européen Ereps (*Extreme Right Electorates and Party Success*) et maître de conférence en sciences politiques, université de Salford (Grande-Bretagne).

**Chercheur au CNRS, CIDSP-Institut d'études politiques de Grenoble auteur de *L'Extrême droite en Europe occidentale, problèmes politiques et sociaux* (La Documentation française).

PAR
JOCELYN A.-J. EVANS *
ET GILLES IVALDI **

coopération entre les élites politiques a été institutionnalisé. En témoigne l'évolution récente de la Norvège, de l'Autriche, de la Belgique ou des Pays-Bas. En France, le succès du Front national peut être analysé comme la conséquence de « l'hyperalternance » et du brouillage des repères idéologiques à la suite de trois cohabitations en seize ans. En outre, la multiplication des niveaux d'expression démocratique (six types de scrutins) ajoute à la confusion, droite et gauche s'assurant dans les faits le partage des

Le discours politique de ces mouvements demeure ajusté aux enjeux du moment